

## Saisie d'un important arsenal militaire aux portes de Bujumbura

PANA, 03/03/2009 Bujumbura, Burundi - Les Forces nationales de libération (FNL, rébellion) ont exigé, mardi, la restitution "immédiate" d'un important arsenal militaire saisi par des éléments de l'armée régulière, dans la nuit de dimanche à lundi, dans Rukoko, une réserve naturelle de la périphérie nord-ouest de Bujumbura. L'armement saisi était composé de 40 fusils de type Kalachnikov, 4 mitrailleuses lourdes, 2 mortiers de 60 mm et leurs munitions, plus de 260 grenades offensives et défensives, des mines antipersonnel et autres detonateurs d'explosifs, a-t-il été rapporté, lors d'un entretien téléphonique avec la PANA, Anatole Bacanamwo, le porte-parole des FNL au mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de l'accord de cessez-le-feu liant, théoriquement, la dernière rébellion encore active dans le pays et l'Etat burundais depuis le 7 septembre 2006.

En revanche, le porte-parole de la Force de défense nationale (FDN), le lieutenant-colonel Adolphe Manirakiza s'est, pour sa part, refusé à tout commentaire sur le sujet. Le responsable rebelle a qualifié de "provocation" la saisie des armes par les forces gouvernementales, alors que "nous étions simplement en train de les rassembler volontairement dans le cadre du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des combattants dans une nouvelle vie socioprofessionnelle. Une équipe mixte de liaison, en charge de la vérification des allégations de violation de l'accord de cessez-le-feu, a été saisie du litige et "nous attendons la réponse d'ici jeudi prochain", a encore fait savoir M. Bacanamwo. Des incertitudes continuent de planer sur le précaire accord de cessez-le-feu dont la mise en application se résume, pour le moment, à la libération des prisonniers politiques et de guerre ainsi que le cantonnement d'un peu plus de 2.000 des 21.000 combattants que revendiquent les FNL dans leurs rangs. Le mouvement rebelle hésite encore, par ailleurs, de séparer la branche armée de la branche politique pour marquer l'engagement en tant que parti. Des désaccords persistent également sur les postes de responsabilité que propose l'Etat burundais aux cadres des FNL. Les manœuvres dilatoires dont s'accusent mutuellement les parties belligères avaient provoqué, en avril 2008, de violents accrochages qui ont fait une centaine de morts à Bujumbura et ses environs. La situation de "ni guerre, ni paix" continue à angoisser les Burundais qui tentent difficilement de sortir de plus de 16 ans d'une guerre civile ayant fait à ce jour au moins 300.000 morts et poussé à l'exil intérieur et extérieur plus d'un million de personnes. Sur le plan socio-économique, la guerre a plongé plus de 68% de la population en dessous du seuil de pauvreté, selon les indicateurs de l'Institut des études et statistiques économiques du Burundi (ISTEBU).